



Morlaix Communauté
Séance du lundi 3 juillet 2017
Délibération n° D17-166

L'an deux mil dix-sept, le trois juillet à dix-huit heures, le Conseil de Communauté s'est réuni à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Morlaix, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc Fichet.

Date de la convocation : 23 juin 2017
Nombre de membres en exercice : 52
Nombre de membres titulaires présents : 37
Nombre de pouvoirs : 10
Nombre de représentations : 1
Nombre de votants : 48

Secrétaire de séance : Jean-Michel Parcheminal

Étaient présents : Botsorhel : Valérie Le Denn Garantec : Jean-Guy Guéguen, Clotilde Berthemet Garland : Joseph Irien Guerlesquin : Gildas Juiff Henvic : Christophe Micheau Lanmeur : Jean-Luc Fichet Lannéanou : Michèle Beuzit Le Cloître Saint-Thégonnec : Véronique Pereira Le Ponthou : Pierre-Yves Minec Locquénolé : Guy Pouliquen Morlaix : Agnès Le Brun, Bernard Guilcher, Marie Simon-Gallouédéc, Georges Aurégan, Marlène Tilly, Jean-Charles Pouliquen, Jean-Paul Vermot, Ismaël Dupont Pleyber-Christ : Martine Dilasser Plouégat-Moysan : François Giroto Plouezoc'h : Yves Molsan Plougasnou : Nathalie Bernard, Thierry Desmarres Plougonven : Yvon Le Cousse, Bernadette Auffret Plouigneau : Rolande Le Houérou, Bernard Le Vaillant, Béatrice Picart Plounéour-Menez : Jean-Michel Parcheminal Plourin-lès-Morlaix : Guy Pennec, Françoise Barbier, Claude Poder Saint-Martin-des-Champs : François Hamon, Saint-Thégonnec Loc-Éguiner : Solange Creignou, Françoise Raoult Taulé : Hervé Richard

Était représenté : Gulmaëc : Pierre Le Goff par André Nédélec

Avalent donné pouvoir : Locquirc : Gwenolé Guyomarc'h à Yves Molsan Morlaix : Christiane Léon à Marlène Tilly, Sarah Noll à Ismaël Dupont Pleyber-Christ : Thierry Piriou à Guy Pouliquen Plouigneau : Joëlle Huon à Michèle Beuzit Saint-Jean-du-Doligt : Maryse Tocquer à Nathalie Bernard Saint-Martin-des-Champs : Françoise Fer à Claude Poder, Serge Le Pirvidic à François Hamon Saint-Thégonnec Loc-Éguiner : Marc Madec à Françoise Raoult Taulé : Annie Hamon à Hervé Richard

Étaient absents excusés : Morlaix : Alain Tigréat, Annie Piriou Plouégat-Guerrand : Christian Le Manach Sainte-Sève : Yvon Hervé

Objet : Actualisation du périmètre de la zone de préemption départementale au titre des espaces naturels sensibles sur la commune de Morlaix

Rapporteur : Yvon Le Cousse

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 101-2, L 113-8, L 113-14, L 215-1 et suivants et;R. 215-1 et suivants ;

Vu le dossier de consultation transmis par les services du Département du Finistère comprenant les documents suivants, joints en annexe :

- > la note de présentation,
- > le plan de situation,
- > le plan de délimitation.

Considérant que la création de cette zone de préemption, conformément aux dispositions définies à l'article L 113-8 du Code de l'urbanisme, a pour objectif de :

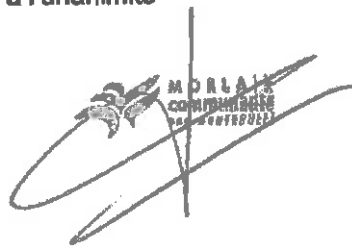
- > préserver et entretenir les paysages,
- > protéger les milieux naturels,

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L. 215-1 du même code, il est proposé de valider le dossier de la zone de préemption départementale qui sera ensuite soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil départemental,

Considérant que la présente délibération accompagnée de l'entier dossier, sera transmise à au Préfet du Finistère, au Président du Conseil départemental du Finistère, fera l'objet d'un affichage au siège de Morlaix Communauté et en mairie de Morlaix, et d'une insertion au recueil des actes administratifs,

Le Conseil de Communauté est invité à approuver la création de la zone de préemption des espaces naturels sensibles qui couvre son territoire, telle que délimitée conformément à la note de présentation, au plan de situation et au plan de délimitation joint en annexe.

Décision du Conseil : adopté à l'unanimité



MORLAIX
COMMUNAUTÉ
DÉPARTEMENTALE

Le Président,

Jean-Luc Fichet

RECUEIL

DES ACTES

ADMINISTRATIFS



SEPTEMBRE-OCTOBRE 2017

Publication le 16 novembre 2017

COMMISSION PERMANENTE

Séance du lundi 4 septembre 2017

Extrait de délibération

N° ordre : 2017-CP09-040	Page Rapport : 189
Direction : DAEEL Service : SENP Code : 0106 Libellé : Agir pour la protection et la découverte des espaces naturels et des paysages pour tous publics Commission : Territoires et Environnement	

ESPACES NATURELS SENSIBLES

I - Patrimoine foncier (maîtrise d'ouvrage)I - 4 - Zones de préemption1 - 4 - 1 - Commune de Morlaix : création de la zone de préemption

Sur la commune de Morlaix, une zone de préemption, d'une surface de 86 hectares, a été créée le 10 décembre 1973. Elle concerne les abords de la rivière de Morlaix depuis le lieu-dit Ty Nod jusqu'au secteur de la rivière du Dourduff.

Au nord de la zone de préemption existante, dans le secteur du Dourduff, le Département du Finistère a acquis près de 8,6 ha d'espaces naturels.

Une partie des espaces concernés par la zone de préemption constitue un patrimoine de grande qualité. D'autres secteurs en revanche ne sont plus en cohérence avec les objectifs recherchés par l'instauration des périmètres de préemption au titre des espaces naturels sensibles, notamment en raison d'une présence trop importante de propriétés bâties et jardins attenants et d'une trop grande fragmentation des milieux naturels.

Ainsi, en raison de l'évolution des contextes foncier et réglementaire, de l'occupation du sol et pour disposer d'un périmètre cohérent avec les acquisitions déjà réalisées, le Conseil départemental a souhaité actualiser le périmètre de zone de préemption en modifiant les emprises existantes et en l'étendant à d'autres secteurs d'intérêt de la commune.

Morlaix Communauté¹, par délibération en date du 29 février 2016, a validé le principe d'actualisation de la zone de préemption départementale au titre des espaces naturels sensibles.

Ce nouveau périmètre permet de répondre à deux objectifs majeurs :

- *Préserver et entretenir les paysages*
- *Protéger les milieux naturels*

¹ Par délibération en date du 1er décembre 2015, Morlaix Communauté est devenu l'établissement public de coopération intercommunal compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Ces deux objectifs sont précisés dans la note explicative jointe en annexe du présent rapport. Ces modifications induisent une évolution de la zone de préemption passant ainsi d'environ 86 ha à un nouveau périmètre d'environ 60 hectares. Le Conseil départemental sera l'opérateur foncier majeur sur ce secteur.

La proposition de modification de la zone de préemption s'inscrit en cohérence avec le document d'urbanisme en vigueur (plan local d'urbanisme approuvé par décision du Conseil municipal du 19 février 2014). L'essentiel du nouveau périmètre, est situé dans des secteurs Ns et Nzh.

L'entier dossier comprenant la note de présentation et les plans de situation et de délimitation figure dans le dossier du rapporteur. Ce dossier est consultable par tous les membres de la Commission permanente du Conseil départemental.

Conformément à l'article L 215-3 du Code de l'Urbanisme, les représentants des organisations professionnelles agricoles et forestières ont été consultés sur la délimitation de la zone de préemption. Le dossier de consultation a été transmis à ces organismes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 4 avril 2017, en précisant une date de remise des avis au plus tard le 17 mai 2017.

Les réponses suivantes sont parvenues :

- Avis favorable de l'ONF en date du 27 avril 2017
- Avis favorable de la Chambre d'agriculture en date du 16 mai 2017

Conformément aux articles L 215-1 et R 215-1 du Code de l'Urbanisme, Morlaix Communauté a donné son accord sur ce périmètre par délibération du Conseil communautaire en date du 03 juillet 2017.

Pour entrer en application, cette nouvelle zone de préemption doit désormais être approuvée par la Commission permanente du Conseil départemental.

Après en avoir délibéré, la Commission permanente du Conseil départemental décide :

d'approuver le projet de création de la zone de préemption de Morlaix, selon les articles suivants :

Article 1^{er} : Une zone de préemption, délimitée conformément à la note de présentation et aux plans de situation et de délimitation ci-annexés, est créée sur le territoire de la commune de Morlaix. Cette zone nouvellement créée annule et remplace la zone de préemption créée en 1973.

Article 2 : Le droit de préemption prévu à l'article L 215-4 du code de l'urbanisme pourra y être exercé par le Conseil départemental et, le cas échéant, par les titulaires du droit de substitution à compter de la transmission de la délibération au préfet de département et de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Article 3 : La présente délibération sera publiée au recueil officiel des actes du Conseil départemental et fera l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département (Ouest France et Le Télégramme) ; les effets juridiques attachés à la création de la zone de préemption auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des mesures de publicité précitées.

Article 4 : La présente délibération accompagnée de l'entier dossier comprenant la note de présentation et les plans de situation et de délimitation sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet.

Article 5 : Copie de la présente délibération accompagnée de ses pièces annexes est adressée :

- o au directeur départemental des services fiscaux ;
- o au Conseil supérieur du notariat ;
- o à la Chambre départementale des notaires ;
- o au barreau de Quimper ;
- o au maire de la commune de Morlaix ;
- o au président de la Communauté d'agglomération de Morlaix communauté ;
- o au Conservatoire du littoral.

Article 6 : Copie de la présente délibération, accompagnée de l'entier dossier comprenant la note de présentation et les plans de situation et de délimitation, est tenue à la disposition du public à la mairie de la commune de Morlaix, au siège de la Communauté d'agglomération de Morlaix Communauté et à l'hôtel du Département. Un avis de ce dépôt est donné par voie d'affichage pendant une période d'un mois au minimum à la mairie de Morlaix et au siège de la Communauté d'agglomération de Morlaix Communauté.

- d'autoriser Mme la Présidente à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- Acte transmis au représentant de l'Etat
le 07/09/2017

- Acte publié et mis à la disposition du
public le - 8 SEP. 2017

Pour la Présidente et par délégation,
Le responsable du Pôle Juridique et de l'Assemblée,



Nicolas JAMBON